

Budget 2014 ; austérité encore, austérité plus fort

Communiqué de la fédération SUD éducation, le 17 octobre 2013 Le 1er Ministre s'en enorgueillit : « pour la première fois depuis 1958, nous allons présenter en 2014 un budget en diminution ». Cela implique des coupes budgétaires massives : 15 milliards en tout, 6 pour la sécurité sociale, 3 pour les services publics. Il faut continuer à démonter la propagande visant à faire croire que des efforts immenses seraient fournis pour l'éducation : on en est très loin. **Services publics ciselés** Plus de 2000 emplois publics seront supprimés en 2014. Les moyens seront diminués et les sous-traitants pressurés. Les collectivités territoriales perdront 1,5 milliards de transferts de l'État, alors que la décentralisation ne cesse d'en augmenter leurs charges - comme avec la réforme des rythmes scolaires ou le pilotage régional de l'orientation. Les services publics vont donc continuer à se dégrader. **Protection sociale démantelée** Nos retraites subissent une nouvelle attaque majeure ; l'assurance maladie devra économiser 2,9 milliards, l'hôpital public 440 millions. Tout est fait pour que le recours aux complémentaires privées et à la capitalisation deviennent incontournables pour bénéficier d'une protection sociale correcte. **Fiscalité de privilégié-e-s** Le principal levier des nouvelles recettes est l'augmentation de la TVA - l'impôt le plus injuste. Proportionnel (le même taux pour tout le monde quels que soient les revenus), indirect (sur tous les achats), il pèse durement sur les plus modestes et il est presque insensible pour les riches. **Fraude fiscale ménagée** Avec 2500 emplois en moins pour les finances publiques, le gouvernement s'interdit toute action efficace de lutte contre la fraude fiscale. Alors qu'elle représente 60 à 80 milliards par an, il ne prévoit d'ailleurs que 2 milliards de recettes de ce côté-là... La fraude fiscale a un bel avenir devant elle. **Patronat choyé** L'État donne 20 milliards au patronat avec le crédit d'impôt compétitivité. La contribution climat-énergie ne remet pas en cause les exonérations actuelles pour les routiers, les taxis, l'agriculture et la pêche. Et devant les protestations du Medef, le gouvernement a finalement abandonné la taxe sur l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entreprises. **L'éducation privilégiée ? Mon œil !** Pour l'Enseignement Supérieur et la recherche (ESR), une hausse de 0,44 % est annoncée. Mais en tenant compte de l'inflation (prévue autour de 1%), en valeur le budget baisse ! Le budget du Ministère de l'Éducation Nationale (MEN) n'augmente que de 1,19%. Si on en déduit l'inflation, il ne reste plus grand-chose... Et les dépenses de fonctionnement doivent baisser de 3%. Conséquences : le MEN annonce la création de 8 804 équivalents temps plein (ETP) l'an prochain. Mais l'essentiel de ces créations est consacré à par la restauration d'une année de stage pour les enseignant-e-s. En créations de postes hors formation initiale, il y a en tout et pour tout 350 postes d'AVS, 150 postes de personnels médicaux-sociaux et 240 emplois d'enseignant-e-s titulaires. En divisant ces chiffres par le nombre de départements (101) on peut mesurer la réalité de cette prétendue politique de « priorité à l'éducation » et de « refondation de l'école » sur le terrain. Selon le Ministère lui-même, moins de 22 000 ETP auront été recréés de 2012 à 2014. Et encore ces chiffres masquent-ils que beaucoup de ces postes correspondent à des emplois précaires, à temps partiels et sous-payés. Cette politique budgétaire rend impossible la satisfaction des revendications urgentes sur l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail, la diminution du nombre d'élèves par classe et le développement d'une politique d'éducation prioritaire à la hauteur des besoins : il ne peut y avoir aucune priorité à l'éducation sous régime d'austérité généralisée. **Les orientations budgétaires du gouvernement confirment qu'il continue la politique libérale de démolition du service public. Comme dans le privé, il favorise le patronat au détriment des salarié-e-s. Pour en finir avec l'austérité et les régressions sociales, pour imposer des alternatives pour les salarié-e-s, les services publics et l'école, il faut changer les rapports de forces. Nous ne pourrions compter que sur nos mobilisations.** *Communiqué de la fédération SUD éducation, le 17 octobre 2013*

Documents joints

[communiqué Fédération SUDéducation 17oct13](#)